



**DÉCLARATION D'INFO**

Le candidat républicain de 2012 estime que le milliardaire pourrait cacher «une bombe» fiscale susceptible de compromettre sa candidature.

**Mitt Romney:** «Vous savez, on est à la mi-février et nous n'avons toujours pas vu les déclarations de revenus de Donald Trump.»

# L'ACTU

SUISSE | MONDE | ÉCONOMIE

**ON EN PARLE**

**ÉTATS-UNIS**

**Cannabis & love**

Un nombre grandissant de visiteurs se rendant dans le Colorado, premier Etat américain à avoir légalisé la vente du cannabis en 2014, se retrouvent aux urgences après en avoir trop consommé. L'ingestion de la drogue sous forme de comestible, dans des biscuits par exemple, est en cause. Le nombre de voyageurs dans l'Etat du Colorado qui se sont retrouvés aux urgences pour cette raison a augmenté de 109% entre 2012 et 2014. **ATS**



Foule à l'inauguration. KEYSTONE

**GRANDE-BRETAGNE**

**«Flying Scotsman» se remet sur les rails**

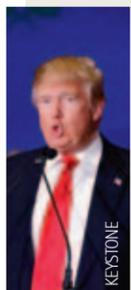
Un des fleurons du patrimoine industriel de la Grande-Bretagne, la locomotive à vapeur «Flying Scotsman», a effectué hier son tout premier voyage officiel sur les rails après une restauration longue de dix ans, coûtant 5,8 millions de francs. Construite en 1923, elle a été la première locomotive à vapeur à atteindre la vitesse de pointe de 160 km/h et la première à relier Londres à Edimbourg (Écosse) d'une traite. **ATS**

**LE CHIFFRE**

**67 300**

Le nombre record de personnes décédées en Suisse l'an dernier, en hausse de 5,2% par rapport à 2014. Il s'agit même de la valeur la plus élevée depuis 1918, année de la grippe espagnole. **ATS**

**ATS**



**CANADA**

**Une île anti-Trump**

L'île canadienne du Cap-Breton propose d'accueillir des Américains opposés à Donald Trump si le milliardaire américain était élu président des Etats-Unis en novembre prochain. L'idée émane d'un animateur radio, qui a créé un site internet vantant un lieu où «où les femmes peuvent avorter et les musulmans se déplacer librement». Dopé par l'intérêt que portent les médias américains au site, celui de l'office du tourisme de l'île a reçu plus de 300 000 visites en une semaine. **LE FIGARO**

## Parlementaires déçus du crédit

**FORMATION ET RECHERCHE** Le Conseil fédéral veut allouer 26 milliards en 2017-2020. Bien qu'en légère hausse, l'enveloppe semble plafonner. Mécontentement à gauche comme à droite.

PHILIPPE BOEGLIN

La Suisse ne possède qu'une seule et unique matière première, ses cellules grises. La formule, recyclée hier par le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann, reflète le statut élevé de la formation, de la recherche et de l'innovation (FRI). Malgré cela, le message d'encouragement au domaine, présenté aux médias à Berne, en a laissé plus d'un sur sa faim.

Certes, la masse des crédits demandés titille la barre des 26 milliards de francs pour 2017-2020 (sans compter 3 milliards pour les programmes européens), et dépasse donc les 23,8 milliards dépensés ou budgétés entre 2013 et 2016. Certes, les économies voulues par le programme de stabilisation financière du Conseil fédéral, encore en consultation, «ont déjà été prises en considération», a assuré le ministre de la Formation et de la recherche.

**Décalage entre ambitions et moyens**

Mais la soupe à la grimace prévaut parmi les parlementaires. Objet de leurs préoccupations, le taux de croissance annuel des dépenses qui devrait naviguer autour de 2%, une valeur bien en deçà des 3% inscrits pour 2013-2016. Membre de la commission de la science et de l'éducation, le conseiller national Fathi Derder (PLR/VD) ne mâche pas ses mots: «Les moyens alloués sont totalement insuffisants. Il y a une contradiction entre les ambitions et les ressources.»

Vice-présidente de la même commission, Christine Bulliard-Marbach (PDC/

« Les moyens alloués sont totalement insuffisants. Il y a une contradiction entre les ambitions et les ressources. »

FATHI DERDER  
CONSEILLER NATIONAL (PLR/VD)



Le crédit de 26 milliards alloué à la formation, à la recherche et à l'innovation est bien trop faible aux yeux de certains. KEYSTONE

FR), condamne un désinvestissement survenant au «pire moment, alors que notre économie montre des signes de faiblesse et qu'il faut tout mettre en œuvre pour mieux exploiter le potentiel de la main-d'œuvre indigène». Comme on le sait, ce dernier objectif exige des efforts dans la formation, et ceux-ci risquent de ne pas être réalisés avec 2% de croissance annuelle.

Pourquoi? Cette hausse «est, dans les faits, quasi nulle», assène Jean-François Steiert, conseiller national (PS/FR). En effet, elle va se faire en grande partie avaler par les quatre nouveaux investissements voulus par le Conseil fédéral. Soit le soutien aux cours préparatoires des examens de la formation professionnelle supérieure, le renforcement de l'attractivité de la relève scientifique, l'accroissement des diplômes en médecine, et enfin les investissements dans l'innovation (dont la future agence nationale InnoSuisse).

Ces quatre volets vont coûter grosso modo 400 millions de francs. «Vu que 2% de hausse représentent environ 520 millions, il ne va pas rester grand-chose pour les

autres domaines, dont les besoins augmentent», poursuit le Fribourgeois.

En outre, relèvent les parlementaires, certains de ces quatre nouveaux investissements n'ont pu être effectués qu'en puisant dans des pots alimentés en commun avec les cantons. Ce qui ne restera pas sans incidence. «Si vous prenez la formation professionnelle supérieure, les 100 millions annoncés seront compensés par les cantons dans la formation professionnelle initiale», complète Christine Bulliard-Marbach.

**Bataille parlementaire**

Fathi Derder met le doigt sur un autre nœud. «Les charges des hautes écoles grimpent. A titre d'exemple, le nombre d'étudiants progresse continuellement.» Conséquences probables du manque de ressources, des projets de recherche seront privés de soutien, et des postes de professeur ne verront pas le jour.

Premières concernées, les hautes écoles et institutions de recherche se disent soucieuses. Citées par l'ATS, elles exigent des «corrections indispensables». Une

rude bataille s'annonce au parlement. Les mécontents pourraient tenter de pousser la croissance annuelle des dépenses à 3%, laissent entendre Jean-François Steiert et Fathi Derder – pour rappel, la commission dont ils sont membres avait réclamé 3,9%.

Former une majorité sous la Coupole ne semble pas impossible. Le PLR a ainsi regretté dans un communiqué que la bourse proposée demeure insuffisante. Mais le parti a épargné son conseiller fédéral, Johann Schneider-Ammann. «Il n'y peut rien, c'est le mécanisme du frein à l'endettement qui le contraint à serrer les boulons», abonde Fathi Derder.

Chantre de l'innovation, le ministre bernois a relativisé la situation: «L'augmentation des crédits s'avère supérieure à celle des autres domaines de la Confédération.» D'ailleurs, le Fonds national suisse et la commission pour la technologie et l'innovation toucheront des aides en hausse de 2,9% par an pour un total de 4,15 milliards et 806 millions. Le parlement pourrait néanmoins ne pas s'en contenter. **ATS**

**PAKISTAN** Un texte adopté mercredi dans la province du Pendjab redéfinit la notion de violence.

## Une loi pour mieux protéger les femmes

Les droits des femmes ont fait un pas en avant au Pakistan, avec l'adoption d'une loi dédiée à leur protection dans la province la plus peuplée du pays, le Pendjab. Une avancée saluée avec prudence, les changements procéduraux n'ayant «pas eu d'effet dans le passé».

Le texte, adopté mercredi à l'unanimité, redéfinit notamment la notion de «violence». Elle inclura désormais «toute action à l'encontre d'une femme, y compris l'encouragement à une telle action, la violence domestique, les atteintes émotionnelles, psychologiques, ver-

bales et économiques, le harcèlement ou le cybercrime».

Mais la loi doit encore être ratifiée par le gouverneur de la province pour entrer en vigueur. Le gouvernement devrait ensuite mettre en place une ligne téléphonique d'aide gratuite à l'intention des femmes, ainsi que des centres de protection et des refuges.

Zohra Yusuf, qui dirige la Commission pakistanaise des droits de l'homme, un organisme indépendant, a salué l'adoption de ce texte de loi et appelé à ce qu'il soit appliqué. «Il comprend des mesu-

res nécessaires, qui sont louables, mais il est important de rappeler que les changements cosmétiques ou simplement procéduraux n'ont pas eu d'effet dans le passé», a-t-elle ajouté.

Le Pendjab compte environ cent millions d'habitants, soit la moitié de la population totale du pays. Les atteintes aux droits des femmes, y compris des meurtres sous couvert «d'honneur» ou des attaques à l'acide restent fréquentes au Pakistan, pays de culture patriarcale et conservatrice, en dépit de décennies de lutte pour davantage d'égalité. **ATS**



La loi votée au Pendjab fait office de première au Pakistan, pays conservateur et patriarcal. KEYSTONE